

Les députés votent un texte rognant la niche fiscale « Airbnb »

L'Assemblée nationale a adopté hier en première lecture une proposition de loi visant à réguler les logements meublés de tourisme

Après une longue gestation à l'Assemblée, les députés ont adopté hier, en première lecture, un texte s'attaquant à la niche fiscale de meublés touristiques comme Airbnb, accusés de nuire à la location de longue durée, alors que la crise du logement alarme.

Mise une première fois à l'agenda au printemps avant d'être reportée sine die, la proposition de loi transpartisane d'Annaïg Le Meur (Renaissance) et Iñaki Echaniz (PS) a été adoptée avec 100 voix contre 25. « C'est un compromis que nous avons mis un an et demi à mettre sur la table », a salué dans l'hémicycle le député socialiste. « C'est un premier pas », a loué sa co-rapporteuse de la majorité présidentielle. L'ensemble des députés de gauche, des indépendants du groupe Liot et l'essentiel de ceux de la majorité ont voté pour. À l'inverse, la quasi-totalité des LR et RN ont voté contre, invoquant notamment la défense de « petits propriétaires ».

« Bombe sociale »

La mesure la plus emblématique entend réduire à 30 % le taux d'abattement fiscal dont bénéficient les revenus issus des locations des meublés de tourisme, contre 71 % ou 50 % ac-



Mise une première fois à l'agenda au printemps et reportée, la proposition de loi transpartisane a été adoptée par 100 voix contre 25. ARCHIVES EMMANUEL DUNAND / AFP

tuellement, avec une exception en « zone rurale très peu dense », où l'abattement resterait à 71 %.

Le texte des députés comprend quant à lui d'autres mesures : des obligations de diagnostic de performance énergétique pour les meublés de tourisme, et de nouveaux outils de régulation à la main des maires, dont la possibilité d'abaisser de cent vingt jours à quatre-vingt-dix jours par an la durée maximale pendant laquelle une résidence principale peut être louée. « Plutôt que de complexifier le cadre actuel [...], nous souhaitons travailler avec davantage de villes dans la mise

en place des règles existantes », a déclaré hier Emmanuel Marill, directeur Europe d'Airbnb.

De nombreux élus, notamment des zones de bord de mer, dénoncent la pénurie de logements dans leurs territoires à cause de l'explosion du nombre d'Airbnb. Ils soulignent plus largement la « bombe sociale » que représente le logement, au moment où le secteur connaît une grave crise, et réclament une « grande loi », promise par l'exécutif. Les éventuelles annonces du Premier ministre Gabriel Attal lors de sa déclaration de politique générale aujourd'hui seront particulièrement scrutées.